

Au cœur des marchés

## 2010, l'année de la taxe !

**Michel Juvet**

Analyste financier et membre du comité de direction de Bordier & Cie

Lundi 28 décembre 2009

**T**axer les bonus des banquiers ne sera pas sans effets indirects.

Le conseiller du président se pencha en avant et susurra à l'oreille de celui-ci: « Monsieur, votre idée de taxer les bonus provoque des réactions en chaîne. Nous risquons l'explosion ! ». « Pas populaire... en tout cas ! » répondit, ravi de son jeu de mots, le président. « Le peuple est avec moi, c'est l'essentiel ! »

Le conseiller se pencha un peu plus et répondit d'une voix plus forte: « Non, Monsieur, je voulais vous informer des conséquences économiques de votre idée. Nous avons deux cas de figure: il y a les banques qui vont baisser les bonus et augmenter les salaires fixes pour maintenir les rémunérations totales au même niveau; dans ce cas nos recettes fiscales n'en profiteront pas. Puis il y a les banques qui vont distribuer les bonus prévus et payer la taxe de 50%, ce qui nous amènera les recettes fiscales souhaitées. »

« Alors tout va bien ! » s'exclama le président. « Pas tout à fait », rétorqua le conseiller. « Les dindons de la farce dans les deux cas sont les fonds propres des banques: celles-ci devront puiser dans leurs cash-flows pour payer la taxe ou les salaires fixes et il y aura moins de bénéfices pour renforcer les fonds propres. Et moins d'impôts sur leurs bénéfices. Les actionnaires sont aussi lésés: moins de bénéfices et de divi-

dendes à distribuer cette année et moins de prise de risque rémunératrice les années suivantes si nous prolongeons la taxe bonus. »

« Pas grave, soupira le président, les actionnaires n'ont qu'à se révolter lors des assemblées générales. Et ils profitent de la hausse des cours depuis mars... Si vous me sortiez aussi une taxe sur les gains en capitaux ? De plus, n'oubliez pas celles sur les transactions financières, les produits de luxe, les salaires des directeurs des industries automobiles que nous avons sauvées, les créanciers des banques qui n'ont pas payé un centime dans le sauvetage que nous avons mené, les emprunteurs hypothécaires qui profitent de taux exceptionnellement bas, les Suisses qui ne souffrent pas autant que les autres et celle sur... Quoi ? Monsieur le conseiller, qu'avez-vous ? »

« Monsieur le Président, nous devrions modérer nos demandes, sinon la croissance et nos recettes fiscales futures seront bridées; nous risquons la *taxicomanie* et l'overdose. » « La belle Laffer ! Nous devons combler les déficits budgétaires creusés à cause des aides envers les banques ! » « Oui, mais... les déficits existaient déjà avant la crise. » « C'était le gouvernement précédent ! Trouvez-moi des idées pour boucher les trous ! »

2010, Année du Tigre ?  
Ce sera plutôt l'Année de la Taxe !